

NEWS

LOGEMENT

La forêt qui cache les arbres

Luc Caregari

Déclencher un débat sur le malaise du logement précaire ne semble pas être si facile que cela.

Que le Luxembourg s'étonne tellement du fait que quelques jeunes, excédés par la galère qu'est le casse-tête de se loger décemment dans ce pays, aient osé squatter une maison abandonnée depuis une dizaine d'années, démontre encore une fois de plus notre retard sociétal. Les squats sont monnaie courante dans presque toutes les villes d'Europe de l'Ouest et dans plusieurs cas, ils sont même devenus des centres de création culturelle qui se sont imposés à leurs villes, comme c'est le cas à Paris où le squat « 59Rivoli » se trouve à un jet de pierre de la mairie. Et même si de telles actions sont souvent accompagnées de revendications politiques d'extrême-gauche, il ne faut pas oublier qu'on ne squatte pas une maison comme ça, après la lecture d'un tract ou d'un pamphlet, mais qu'on squatte parce qu'on n'a pas le choix. En ce sens, l'occupation de la maison de la rue Mansfeld n'est rien d'autre que le symptôme d'une politique de logement qui encourage la spéculation et traîne en matière de logement social et n'a jamais eu le courage de revenir en arrière, ni de réformer le système.

La polémique sur les squatteurs est à double-tranchant pour tout le monde, et pour commencer pour les squatteurs eux-mêmes. Il y a fort à parier que sans communiqués de presse de leur part, ils seraient encore installés peignards dans « leur » maison en train de repeindre les murs ou de rénover les dalles du plafond. En rendant publique l'occupation, ils ont forcé l'Etat à réagir et ne doivent en conséquence pas s'étonner qu'une administration dépourvue de toute expérience avec les squats ait choisi la répression plutôt que la compréhension. Même si la police prétend qu'il s'agissait d'un contrôle de routine qu'elle effectuerait régulièrement dans des maisons abandonnées pour y traquer des repris de justice, des junkies ou des clandestins, elle ne pouvait pas ne pas savoir qui se trouvait derrière la porte de la maison sis à 6-8 rue Mansfeld. Et puis plusieurs

incertitudes restent toujours quant aux « commanditaires » de l'action policière - était-ce le maire de Luxembourg-Ville, comme le prétendent avoir entendu les squatteurs de la part des policiers ? Ou l'ordre venait-il de plus haut encore ? Peu importe en fin de compte, l'Etat et la société luxembourgeoise viennent de démontrer qu'ils se laissent facilement provoquer. Il suffisait d'appuyer là où ça fait mal. Sous ce point de vue, l'action des jeunes squatteurs est une réussite. Avec le seul hic qu'au lieu de déclencher un débat sur la précarité du logement en pleine campagne électorale, ils n'obtiennent que des réactions confuses qui semblent surtout revendiquer le droit du propriétaire. Au lieu de sensibiliser les masses, ils se font traiter de junkies et d'asociaux - en d'autres mots : pour avoir squatté une maison, on les expulse de la société. Une société qui préfère fermer les yeux sur un problème réel et rester dans sa bulle que de se concentrer sur les vrais problèmes qu'ont les jeunes à se loger. Le squat est souvent la dernière solution, quand « l'hôtel mama », que le ministre Biltgen chérit tant, devient inhabitable.

Reste à espérer que les négociations annoncées avec la ville de Luxembourg soient fructueuses. On aurait promis aux squatteurs de chercher une solution alternative - mais de telles promesses sont souvent des tactiques pour calmer le jeu et gagner du temps, tactique bien connue des autorités berlinoises par exemple, pour lesquelles le squat ne relève pas vraiment de la nouveauté. En tout cas, la maison de la rue Mansfeld est perdue : la mairie va donner l'avis de démolition au propriétaire et comme par miracle, la maison est réapparue sur des sites de ventes immobilières - avec sur les photos, les pancartes des squatteurs.

NEWS

Öko-Endspurt: „Soll Grün doch haben seinen Preis“ **S. 3**
Rückführungen: Ein menschliches Verfahren **S. 4**
ASTM: Eine saubere Entwicklung **S. 5**

REGARDS

Landesplanung: Veni, vidi, DICl **S. 6**
Justice sociale: Recherche modèle désespérément **p. 8**
Europa-Wahl: „... und keiner geht hin“ **S. 10**
Türkei: Erdogans Überraschung **S. 12**

(Coverbild: Jean-Claude Salvi et Thierry Lutz)